

Blanquer, bas les pattes devant nos libertés syndicales !

SUD Education 92 apporte son soutien, sans réserve, à SUD Education 93, au sujet de la polémique autour du stage « *Au croisement des oppressions : où en est-on de l'antiracisme à l'école ?* ».

On nous dit que le contenu de ce stage véhicule des idées racistes et qu'il serait réservé aux non-blanc·he·s. Ceci est mensonger et diffamatoire, comme le rappelle le syndicat dans son communiqué. Nous affirmons que la volonté du Ministère et de ses thuriféraires médiatiques n'est pas de défendre les soi-disant « valeurs de la République » mais bien d'attaquer notre syndicat de lutte et par là les libertés syndicales, tout en essayant de manipuler l'opinion publique afin de redorer le blason d'un gouvernement qui n'a de cesse de détruire nos droits et libertés.

Cette attaque est à replacer dans un contexte de mobilisation sociale cristallisée autour des ordonnances Macron qui organisent la casse du Code du Travail et du statut des fonctionnaires. La démarche du ministre, sous prétexte d'antiracisme, n'est qu'un écran de fumée visant à détourner le regard des vraies luttes. Le stage est prévu depuis plus d'un mois, sans que le ministre ni personne d'autre d'ailleurs n'ait rien trouvé à redire. Ce que l'on devrait entendre dans les médias, à la place de cette fausse polémique, c'est que le ministre (à la suite de son prédécesseur) met en place des réformes de régression : détricotage de l'Éducation Prioritaire ; explosion du nombre de contractuel·le·s dans le 1er degré (on passe de 80 en 2016 à plus de 160 en 2017 dans le 92), tout en sachant que dans le second degré, le nombre de profs non titulaires est colossal depuis des années ; réforme-bidon des CP à 12 sans moyens financiers ni logistiques supplémentaires ; sélection à l'entrée de l'Université qui ne fera que renforcer les inégalités entre élèves des quartiers défavorisés ou non... Ce gouvernement entérine l'augmentation des inégalités, provoque une colère légitime au sein des classes populaires et la montée en puissance de l'extrême droite. Ce n'est donc pas surprenant qu'un ministre adoubé à sa nomination par SOS Education (groupe réactionnaire) et défenseur d'Espérance Banlieues relaie des informations fausses venant de la fachosphère. Cette manipulation scandaleuse a pour but d'empêcher le discours antiraciste prôné par notre syndicat d'exister.

Notre syndicat s'est construit pour contribuer à transformer la société et l'école avec l'ensemble du mouvement social. Les oppressions de genre, de classe et l'antiracisme sont au cœur de nos luttes. C'est dans le but de les faire converger et de mettre à bas les oppressions structurelles que la notion d'intersectionnalité a germé. Ce concept est pour nous hautement révolutionnaire car il permet une prise en compte exhaustive de toutes les dominations afin de construire une riposte commune à la hauteur.

La Seine-Saint-Denis est le territoire-cible des inégalités et un laboratoire syndical de lutte : département le plus pauvre de France où se concentrent les plus grosses difficultés. C'est là que le syndicat SUD Education 93 exerce en s'adaptant aux réalités locales : nous ne pouvons que féliciter les camarades qui s'adonnent à ce travail syndical de terrain. Rassembler des collègues dans un stage sur cette thématique fait donc partie de ce qui anime le syndicat. Il ne nous appartient pas d'être juge sur le contenu de leur stage.

C'est dans le 93 qu'exercent, dans les classes, une grande quantité de professeur·e·s contractuel·le·s qui, parce qu'i·elles ne sont pas ressortissant·e·s de l'UE, ne peuvent être titularisé·e·s (quelle manière de faire comprendre qu'il y aurait de bon·ne·s et de mauvais·e·s étranger·e·s !). Qui est responsable de cette discrimination structurelle, que l'on retrouve aussi, sous une autre forme dans les entreprises et globalement dans l'ensemble de la société ? Pas le syndicat SUD Education en tout cas, qui s'est toujours battu, et continuera à le faire, pour une égalité réelle entre tou·te·s, sans condition de nationalité ou autres.

Nous continuerons donc à combattre, dans l'unité avec celles et ceux qui le veulent, toutes les attaques concernant nos droits, nos conquies sociaux, pour améliorer nos conditions de travail à court terme et pour une transformation globale de la société et de l'école à plus long terme. Et ceci tout en proposant une autre société sur des bases égalitaires et autogestionnaires.

*SUD Education 92
Lundi 27 novembre 2017*